

En Chine, les Ouïgours internés dans des camps envoyés à l'usine pour du travail forcé

Pékin, avec ses entreprises paramilitaires, a organisé à grande échelle le travail forcé des minorités musulmanes de la région autonome du Xinjiang, en particulier dans le textile

Par [Brice Pedroletti](#) et [Simon Leplâtre](#) (Shanghai, correspondance)

Publié le 22 décembre 2020



Devant un centre de formation professionnelle, à Dabancheng, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en Chine, en 2018. THOMAS PETER / REUTERS

Internée un an à partir d'octobre 2017 dans sa région d'origine, dans l'ouest du Xinjiang, en Chine, Dina Nurdybai a alterné les formes de travaux forcés. Dans l'un des sept lieux où elle fut emprisonnée pour subir des séances d'endoctrinement, dans le comté de Nilka, à une centaine de kilomètres de la ville de Ghulja, les détenus empruntaient un couloir qui menait à une autre partie sécurisée du complexe. De là, les plus jeunes, qui parlaient bien le mandarin, étaient répartis dans des ateliers au toit bleu pour du travail sur le textile ou la confection de produits alimentaires. Dina fut d'abord contrainte à des travaux agricoles en équipe, avant de

coudre des uniformes scolaires. « *L'endroit était très sécurisé, avec des gardes armés et des barrières, personne ne pouvait s'en approcher, ni entrer ni sortir* », précise-t-elle.

Toute cette activité économique, pour laquelle elle n'a pas été payée, contribuait à la prospérité de la branche locale d'un vaste réseau d'entreprises paramilitaires mis en place dans les années 1950 par l'Etat chinois pour cimenter son emprise sur ces immenses territoires : le *bingtuan*, le « Corps », pour « Corps de production et de construction du Xinjiang ».

Jointe à Almaty, au Kazakhstan, M^{me} Nurdybai, qui est chinoise d'ethnie kazakhe, fait partie des rares personnes libérées, sous la pression de sa famille au Kazakhstan. C'est la détention d'un permis de séjour du Kazakhstan, ainsi que l'utilisation de WhatsApp sur son smartphone, qui ont motivé son arrestation en Chine, comme des milliers d'autres Kazakhs et surtout Ouïgours, les deux principales minorités turcophones et musulmanes du Xinjiang, ciblées par une politique d'internement massif depuis 2017.

Un autre témoin sorti de Chine, la Ouïgoure Tursunay Ziavdun, a expliqué au *Monde* que parmi ceux qui terminaient les « *sessions de formation* », l'euphémisme pour l'internement, les détenus sans emploi étaient placés d'office dans des usines. Plus récemment, un Ouïgour parti de France pour se marier au Xinjiang et interné en 2017 a resurgi sur les réseaux sociaux pour révéler qu'il travaillait désormais en usine et rentrait chez lui toutes les deux semaines.

Ecosystème de travail forcé

Outre ces témoignages, d'innombrables indices attestent aujourd'hui l'imbrication étroite entre la politique d'internement de masse des Ouïgours à partir de 2017 et la mise au travail de ceux que l'Etat chinois considère « *réformables* » – les autres étant envoyés en prison – dans des ateliers ou des usines, parfois à l'intérieur de camps. Cet écosystème de travail forcé laisse très peu de choix aux intéressés, même dans les cas où ils sont rémunérés. Début 2019, l'envoyé du *Monde* au Xinjiang avait vu dans la banlieue nord de la ville de Hotan une immense « *base de formation et d'emploi pour le textile* » ornée du slogan : « *Des mains diligentes tissent une vie heureuse et belle* ». Un Ouïgour rencontré à proximité avait déclaré que son frère y « *étudiait le Parti communiste* ».

Un policier près d'un centre de formation professionnelle, à Yining, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, en Chine, en 2018. THOMAS PETER / REUTERS

Cela fait en réalité plus d'une décennie que des parcs industriels sortent de terre au Xinjiang, selon un système de jumelage des comtés de cette région pauvre avec ceux de la Chine côtière. Or, les Ouïgours rechignaient à y travailler, et nombre d'investisseurs chinois tentés par les subventions finissaient par jeter l'éponge, en raison des surcoûts logistiques et des questions de sécurité. Jusqu'à ce que le verrouillage du Xinjiang permette de mobiliser la main-d'œuvre pour le développement économique tant attendu par les autorités.

« Ceux qui ne se rebellent pas, on les envoie en cours de formation. Après, il faut bien financer tout ça, donc ils doivent travailler. » Un entrepreneur du textile de Shanghai

« *Les gens qui sont dans les prisons sont des musulmans mauvais, qui se rebellent. Ceux qui ne se rebellent pas, on les envoie en formation. Après, il faut bien financer tout ça, donc ils doivent travailler* », assène un entrepreneur du textile de Shanghai. Il a pour partenaire au

Xinjiang la filature Huafu, qui fait partie des sociétés nommées dans le dispositif américain de sanctions adoptées ces dernières semaines. L'homme ne souhaite pas donner son nom et est avare de détails, mais sa réaction illustre à quel point le message des autorités est peu remis en question en Chine. L'argument du travail forcé est un « *prétexte inventé par les Américains pour affaiblir la Chine* », dit-il.

Huafu fait partie de la soixantaine d'entreprises qui se sont implantées dans un tout nouveau parc industriel du textile ouvert à Aksu, dans le sud du Xinjiang, en 2010. La presse chinoise le présentait en 2017 comme un modèle pour l'emploi des Ouïgours. Dix-huit mille emplois à la chaîne y auraient alors été créés dans le textile. Il est impossible aujourd'hui de savoir quelle part de cette main-d'œuvre a pu transiter par des camps où y être encore assignée, ni quels salaires sont versés. Dans la région de Hotan, dans le sud du Xinjiang, ce sont les entreprises d'un parc industriel consacré à la fabrication de perruques pour l'exportation qui ont été identifiées par les douanes américaines comme une source de travail forcé.

La confection, secteur en pleine croissance

La confection est l'un des secteurs en pleine croissance au Xinjiang – d'une part parce que près de 60 % du coton commercial chinois vient de la région autonome, mais aussi parce que les entrepreneurs chinois ont besoin de salaires inférieurs à ceux des provinces côtières chinoises pour faire face à la concurrence du Bangladesh ou du Cambodge. De même, la cueillette du coton, longtemps l'apanage de bataillons de travailleurs migrants Han venus en train du Gansu voisin, est désormais en majorité réalisée par des Ouïgours dans le cadre de programmes d'emplois saisonniers, comme l'a montré dans [un rapport publié le 14 décembre](#) par le Center for Global Policy, un think tank américain, le chercheur allemand Adrian Zenz.

Ces emplois saisonniers de deux mois ne sont « *qu'une composante du système de transfert de main-d'œuvre obligatoire au Xinjiang, et beaucoup plus de Ouïgours sont employés dans l'industrie* », explique-t-il. Les autorités locales affichaient en 2019 l'objectif d'un million de travailleurs dans l'industrie textile en 2023 au Xinjiang, dont 65 % dans le sud de la région autonome, jusqu'alors peu industrialisé.

Dans une étude [publiée en juillet 2019](#), M. Zenz avait identifié une abondante littérature officielle liant explicitement les « *stagiaires* » des « *centres de formation professionnelle* » – l'une des appellations derrière lesquelles se cachent les camps – à des parcs industriels bâtis à proximité. Dans un de ces documents, les collectivités locales sont incitées à « *faire construire dans les centres de formation des usines satellites pour les personnes affectées par le terrorisme et les pensées extrêmes* » – c'est-à-dire les détenus.

Ce programme, qui n'est pas volontaire mais obligatoire, est mené au nom de la « *réduction de la pauvreté par l'industrie* », un label qui l'inscrit dans le grand projet de lutte contre la pauvreté du président chinois Xi Jinping. Entre 2016 et 2020, le Xinjiang a ainsi prévu de « *faire sortir de la pauvreté* » 1,74 million de personnes aptes au travail grâce à différentes formes de « *formation et d'emploi* ».

Le « bingtuan », Etat dans l'Etat

Le *bingtuan*, le corps paramilitaire chargé à l'origine de défricher des terres arables, contrôle des centaines d'entités et emploie 2,8 millions de personnes, en majorité han, au Xinjiang. Il a un rôle avéré dans la gestion d'une partie de cet embrigadement productif. Un tiers de la production de coton du Xinjiang en émane, ce qui a poussé, le 2 décembre, les douanes américaines à annoncer qu'elles bloqueraient tout produit contenant du coton en provenance de cette organisation.

Véritable Etat dans l'Etat, le *bingtuan* dispose de ses propres milices et tribunaux, ce qui favorise tous les abus. Durysbek Tursynbek, un Chinois d'ethnie kazakhe qui a fui au Kazakhstan en 2015 et avait investi dans une plantation de coton au Xinjiang, a été témoin à maintes reprises de l'organisation de travail forcé par des régiments dans la préfecture de Tacheng, frontalière du Kazakhstan. « *Des intermédiaires négocient avec les autorités des villages pour rassembler des jeunes et les acheminer sur le territoire du bingtuan. Ils croient pouvoir gagner de l'argent, mais sont payés des sommes ridiculement faibles pour la cueillette et enfermés* », dit-il.

Il affirme avoir fait libérer des dizaines de ces travailleurs forcés kazakhs dans les années 2012-2013 en arguant de liens familiaux. « *A partir de ces années, les autorités chinoises se sont comportées de plus en plus cruellement, les injustices se sont multipliées envers les minorités* », poursuit-il. Le producteur de coton dit ensuite avoir été victime d'un « deux poids deux mesures » pratiqué par les autorités locales : ses cultures furent plusieurs fois détruites par des intempéries exceptionnelles, mais il fut abandonné, s'endettant lourdement. Ses concurrents chinois han, eux, étaient largement soutenus par des subventions et des aides.

Brice Pedroletti et Simon Leplâtre(Shanghai, correspondance)